



ENSEMBLE, CONSTRUISONS
LE TERRITOIRE DE DEMAIN

Nîmes, le 24 octobre 2022

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

A l'attention de Monsieur le Préfet de
Région
520 allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34 064 Montpellier - Cedex 02

Nos Réf. :
FT/PL/VM/ 46-2022

Objet : Avis sur le SRC

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de l'élaboration du Schéma Régional des Carrières (SRC) OCCITANIE et de la consultation officielle au titre de l'article R 515-3 du CE, la Fédération des SCOT Occitanie a été saisie afin de rendre un avis sur le projet, dans un délai de 3 mois à compter de la date de réception du courrier, soit avant le 9 novembre 2022.

Même si les structures porteuses de SCOT n'ont pas été saisies directement, nous avons souhaité à nouveau porter à votre connaissance notre avis sur cette nouvelle version du document SRC Occitanie et cela dans la continuité de l'avis rendu lors de la concertation préalable par délibération du comité syndical du 24 mars 2022 et à la suite de la réunion DREAL/SCOT qui s'est déroulée le 16 mai 2022.

Concernant la mesure 1.8.2 il est demandé de reporter expressément des gisements définis par la seule profession. Or, nous ne serons associés à aucune définition de lieux d'implantations, de zones d'extension, ni de leurs justifications à moyen et long terme. Vous demandez que les documents de planification soient de simples exécutants de lieux identifiés par une profession et de leur assurer par le règlement l'accessibilité à la ressource.

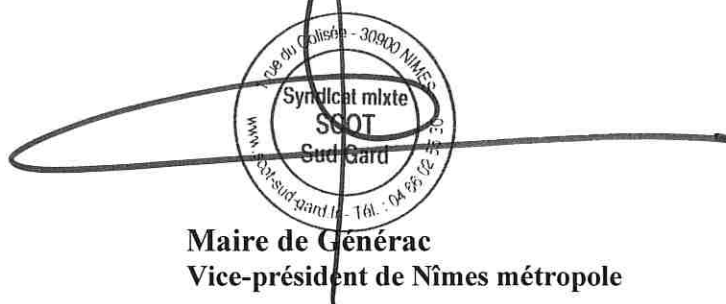
Les documents de planification relèvent de la volonté des élus locaux et de la définition d'une stratégie locale définie par les élus. Il est anormal qu'une seule profession ait le droit d'imposer un zonage et de demander de lui garantir l'exploitation au détriment du projet de territoire des élus et cela sans consultation. De plus, il n'est écrit à aucun moment que c'est en respectant les volontés locales et le cadre réglementaire (respect des SAGE, des zones natura 2000 etc...).

A l'inverse, dans la mesure 1.8.3 vous demandez que les professionnels soient concertés avant tout projet à proximité. Comme déjà exprimé lors des échanges, vous traduisez ici à nouveau une concertation à sens unique. La profession peut imposer ses zonages sans concertation, mais lorsque les élus ont des projets de développement à proximité des sites vous imposez que la profession soit concertée. Or, il a été rappelé à plusieurs reprises que la concertation doit avoir lieu de la même manière pour tout le monde et dans tous les cas.

Nous regrettons ce manque de non prise en compte par les services de l'Etat de nos observations. Et conformément à la délibération du comité syndical du 24 mars 2022 nous émettons un avis défavorable au SRC Occitanie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes respectueuses salutations.

Frédéric TOUZELLIER
Président,



Maire de Générac
Vice-président de Nîmes métropole